

POLITIQUE SECTORIELLE AGRICULTURE

Structure

Préambule	3
Politique sectorielle	5
1 Objectif	5
2 Champ d'application	5
2.1 Géographique	5
2.2 Définitions	5
2.3 Activités	5
2.4 Métiers	6
2.5 Les activités de BMCI concernées	6
3 Les règles et les normes	7
3.1 Projets agricoles	8
3.2 Entreprises agricoles	13
3.3 Bonnes pratiques industrielles	19
3.4 Position spécifique sur les matières premières agricoles	20
4 Mécanismes de mise en œuvre au niveau du Groupe	21
4.1 Produits et services financiers	21
4.2 Gestion d'actifs	21
5 Communication de la politique et suivi	22
6 Mentions légales	22
7 Glossaire	23
8 Annexes – Normes et certifications sectorielles	29

Préambule

Dans le cadre de son engagement en matière de responsabilité sociale et environnementale, le Groupe BNP Paribas a élaboré une politique encadrant ses activités de financement et d'investissement dans le secteur agricole.

Représentant 6 % du PIB mondial et 30 % des emplois¹, l'agriculture est un secteur clé de l'économie. Son importance devrait encore se renforcer lors des prochaines décennies : la demande mondiale en matières premières agricoles et en produits alimentaires va fortement augmenter dans le sillage de l'augmentation de la population mondiale (9 milliards d'ici 2050), en particulier dans les pays en développement. En outre, l'offre de biens agricoles pourrait être menacée par les répercussions du changement climatique.

L'agriculture est une source importante de revenus et un moyen de subsistance pour des millions d'individus, tant dans les pays développés que dans les pays en développement. On comptabilise globalement près d'un demi-milliard de petits agriculteurs qui satisfont les besoins alimentaires de la moitié de la population mondiale en exploitant des surfaces de moins de deux hectares². Ainsi, investir dans l'agriculture est l'une des manières les plus efficaces pour réduire la faim et promouvoir le développement durable.

Les progrès techniques et scientifiques ont entraîné l'apparition de nouvelles pratiques agricoles. Les activités agricoles prennent des formes très différentes, de l'agriculture pluviale aux cultures hydroponiques, de l'agriculture artisanale à celle reposant sur des OGM, dans des exploitations dont la taille peut varier de manière significative.

S'il ne fait pas l'objet d'une gestion appropriée, le développement de l'agriculture pourrait avoir de nombreuses conséquences néfastes sur les communautés locales, les écosystèmes et le changement climatique. Il est possible de répondre à ces enjeux environnementaux et sociaux en adoptant une stratégie de croissance durable qui repose principalement sur les pratiques agricoles.

BMCI a identifié plusieurs enjeux environnementaux et sociaux clés liés au secteur agricole :

- Écosystèmes et biodiversité
- Utilisation et pollution de l'eau, émissions GES, utilisation des produits agrochimiques
- Conditions de travail et droits de l'Homme
- Santé et sécurité au travail
- Régime foncier et droits des communautés locales
- Sécurité alimentaire mondiale
- Sécurité sanitaire et traçabilité alimentaire

¹ Banque mondiale et FAO (2012)

² IFC Financing the Global Agribusiness Value Chain in Turbulent Times, 2009. La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture de la FAO (2012), Investir dans l'agriculture pour un avenir meilleur (2012)

– Bien-être animal

BMCI a pris l'engagement de soutenir l'économie réelle et offre donc toute une gamme de services financiers au secteur de l'agriculture, en particulier aux entreprises, grandes ou petites, démontrant un niveau de responsabilité élevé et qui ont à cœur de nourrir la population avec des produits sains et sûrs sans menacer la sécurité alimentaire des générations futures.

La présente politique sectorielle témoigne de la volonté de BMCI de garantir l'instauration de pratiques durables tenant compte des principales problématiques mentionnées ci-dessus.

Elle vient compléter la documentation existante sur le secteur de l'agriculture publiée par BMCI dans le cadre de son engagement en matière de responsabilité sociale et environnementale : deux politiques relatives à l'[Huile de palme](#) et à la [Pâte à papier](#), ainsi qu'un document à vocation publique intitulé « [Liste d'exclusion de certains biens](#) ».

BMCI est convaincu qu'il faut accompagner les acteurs responsables et encourager les pratiques durables. Une telle démarche sera source d'avantages à long terme pour ses clients et la société toute entière.

Politique sectorielle

1 Objectif

La présente politique décrit les règles encadrant la gestion des produits et services financiers commercialisés par les entités de BMCI. Cette politique a vocation à répondre aux principaux enjeux environnementaux, sociaux et de gouvernance du secteur agricole, et à définir des préconisations pour conduire des activités de manière responsable.

2 Champ d'application

2.1 Géographique

Mondial.

2.2 Définitions

L'agriculture désigne la science ou l'ensemble des savoir-faire et activités liés à l'exploitation de la terre, pour la culture des plantes ou l'élevage des animaux, pour produire des ressources alimentaires et non alimentaires.

Les produits agricoles regroupent les produits issus de l'exploitation des terres (culture), de la forêt (sylviculture) et de l'élevage des animaux de ferme.

Ces produits peuvent être alimentaires (graines, fruits, légumes, miel, viande, œuf, lait...) ou non alimentaires (coton, caoutchouc, laine, bois...).

Matières premières agricoles, sont constituées de l'ensemble de produits agricoles, horticoles, vinicoles et laitiers ; le bétail et les produits de l'élevage ; les produits avicoles et apicoles, les produits forestiers et d'autres matières premières échangées sur le marché des dérivés.

2.3 Activités

Les activités du secteur agricole couvertes par cette politique sont la production de semences/graines, l'agriculture, les activités d'origination et de collecte et/ou la transformation primaire des produits agricoles, telles que définies ci-après :

- **La production de semence/graines** correspond à la phase de sélection et de multiplication des semences/graines dans un objectif de distribution, de stockage et ou de vente ;
- **L'agriculture** englobe l'exploitation de la terre pour la culture des plantes, l'élevage de bétail, d'animaux de basse-cour et de volailles (élevage, alimentation et soins généraux) et la gestion forestière (sylviculture);

- **Les activités d'origination et de collecte** correspondent à tous les aspects logistiques liés à l'approvisionnement, au transport et au stockage des produits agricoles, à partir du lieu de production jusqu'au lieu de stockage ou de transformation primaire. Sont inclus les activités de marchands et négociants de produits agricoles physiques ;
- **La transformation primaire** est la première étape de traitement des produits agricoles bruts (par ex. trituration d'huile, broyage des fèves de cacao, extraction de sucre, dessiccation du lait et abattage de bétail).

Activités agricoles non couvertes par cette politique :

- Fabrication ou distribution de machines agricoles, de pesticides et d'engrais ;
- Fabrication de produits alimentaires et de boissons transformés (produits secondaires ou transformés à plusieurs reprises, alimentation préemballée) ;
- Distribution de produits alimentaires ou de boissons ;
- Activités liées à l'élevage de poissons, aux produits de la mer et aux produits aquatiques ;
- Activités liées à l'huile de palme et à la pâte à papier (cf. politiques sectorielles applicables).

2.4 Métiers

Cette politique encadre :

- Les projets agricoles (les « Projets » ci-après) : nouvelles activités agricoles et/ ou expansion d'activités existantes (production de semences, agriculture, collecte et/ou transformation primaire)
- Entreprises agricoles (les « Entreprises » ci-après) : entreprises réalisant leurs activités principales dans le secteur agricole (production de semences, agriculture, collecte et/ou transformation primaire).
- Les marchands et négociants qui ne prennent pas possession de produits agricoles physiques seront couverts dans la section 3.4.1.

2.5 Les activités de BMCI concernées

Entités du Groupe BMCI : la présente politique s'applique à toutes les succursales, filiales et coentreprises dont BMCI possède le contrôle opérationnel. Si BMCI crée de nouvelles coentreprises avec des participations minoritaires, on s'efforcera d'intégrer ces normes dans le contrat.

Produits et services financiers : la présente politique s'applique à tous les produits et les services financiers fournis par BMCI (crédits, garanties, marchés de dette et d'actions, conseil, activités de financement/de couverture exclusive et de trading, services connexes, etc.). Elle s'applique par ailleurs à tous les nouveaux clients et toutes les nouvelles transactions. Les accords/conventions passés avec des entreprises agricoles

avant la date d'entrée en vigueur de la présente politique seront réexaminés en conséquence à l'occasion de leur renouvellement ou lors de leur revue périodique. Toutefois, cette politique ne s'applique pas aux activités de crédit-bail de matériels professionnels ni aux services de conservation de titres.

3 Les règles et les normes

BMCI demande aux entreprises agricoles de se conformer aux lois locales, aux droits de propriété intellectuelle et aux conventions internationales ratifiées par les pays dans lesquels elles sont immatriculées et/ou elles opèrent.

Dans le cadre de son processus interne de conformité, BMCI applique des mesures de contrôle renforcées à l'égard de ses clients et des transactions en vue d'identifier, entre autres, les risques en matière de gouvernance (y compris la corruption).

Au-delà de la conformité exigée à ces réglementations et ces normes, la présente politique établit des critères spécifiques que les entreprises et les projets agricoles devront respecter.

Cette politique s'applique aux projets et aux entreprises agricoles tels que définis dans la section 2. En fonction de leur taille, les projets/entreprises agricoles seront évalués selon des critères différents. Les projets/entreprises de grande taille seront évalués sur la base de tous les critères listés dans la politique, tandis que les projets/entreprises de taille plus modeste n'auront pas à respecter les critères marqués d'un astérisque dans le texte.

Les critères relèvent deux catégories : exigences obligatoires et critères d'évaluation.

Les **exigences obligatoires** sont des conditions *sine qua non* : elles doivent être respectées sans exception avant que BMCI envisage de fournir des produits et des services financiers à des Entreprises ou des Projets agricoles.

Outre ces exigences obligatoires, des **critères d'évaluation** ont été retenus pour développer le cadre d'analyse utilisé par BMCI pour évaluer les Entreprises ou les Projets agricoles. BMCI se réserve également le droit de demander des informations supplémentaires ou de décliner son engagement même si les exigences obligatoires sont respectées.

BNP Paribas a adopté les Principes de l'Équateur, un référentiel du secteur financier permettant de déterminer, d'évaluer et de gérer les risques environnementaux et sociaux des projets. Outre les exigences obligatoires et les critères d'évaluation définis dans la présente politique, BNP Paribas appliquera donc également les Principes de l'Équateur pour ses mandats de prêt et conseil portant sur des projets agricoles, conformément au périmètre d'application définis dans le texte officiel.

3.1 Projets agricoles

3.1.1 Critères obligatoires

BMCI fournira des produits et des services financiers uniquement aux Projets agricoles qui :

3.1.1.1 Projets agricoles

Gestion environnementale globale³

- Disposent d'un plan de gestion de l'eau

Écosystèmes et biodiversité

- Ne sont pas situés dans:
 - des sites classés au patrimoine mondial de l'UNESCO
 - des zones humides listées dans la Convention de Ramsar
 - des sites de l'Alliance pour l'Extinction Zéro (AZE)
 - des zones de catégorie I à IV de l'UICN
 - des tourbières
- Ne participent pas au commerce de produits ou d'espèces de plantes ou d'animaux régis par la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES) et n'ayant pas reçu d'agrément de la CITES.

Conditions de travail et droits de l'Homme:

- Ne recourent pas au travail des enfants ou à la main d'œuvre forcée⁴;
- Ont mis en place un mécanisme de doléances grâce auquel les employés peuvent exprimer leurs préoccupations;
- Respectent le droit de s'organiser en syndicat et veillent à ce que les intérêts et la voix des travailleurs soient pris en compte au sein de l'entreprise⁵;
- N'exercent pas de discrimination à l'égard des travailleurs et des candidats à l'emploi⁶ ;

De plus :

- Disposent d'une politique de gestion des ressources humaines ou d'un code de conduite.

Santé et sécurité au travail*

- Disposent d'un système de gestion de la santé et de la sécurité.

³ (*) uniquement pour les grands projets

⁴ Conventions de l'OIT C138 sur l'âge minimum (1973); C182 sur les pires formes de travail des enfants (1999); C29 sur le travail forcé (1930)

⁵ Conventions de l'OIT C087 sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical (1948) et C098 sur le droit d'organisation et de négociation collective (1949)

⁶ Conventions de l'OIT C100 sur l'égalité de la rémunération (1951) et C111 sur la discrimination (emploi et profession) (1958)

Régime foncier et droits des communautés locales*

- Disposent d'une politique permettant d'obtenir le consentement libre, préalable et éclairé (*Free, Prior and Informed Consent* - FPIC) des communautés locales concernées par de nouveaux projets agricoles ; et d'un mécanisme formel de doléances pour identifier et traiter les préoccupations adressées par les parties prenantes ;
- Ne pratiquent pas l'accaparement de terres.

Sécurité sanitaire et traçabilité alimentaire

- Disposent d'une politique relative à la sécurité sanitaire des aliments et des mesures de traçabilité encadrant leurs approvisionnements et leurs opérations propres.

Critères supplémentaires pour les projets d'exploitations agricoles

En plus des critères s'appliquant à tous les projets agricoles, BMCI fournira uniquement des produits et des services financiers aux projets d'exploitation agricoles qui :

Écosystèmes et biodiversité

- Réalisent une évaluation des sites à Haute Valeur de Conservation (*High Conservation Value*- HCV) ou une évaluation équivalente, avant de développer un nouveau projet, en particulier sur les zones clés pour la biodiversité (Key Biodiversity Areas);
- Pour les projets situés dans des forêts à haute valeur de conservation (*High Conservation Value Forest* HCVF) : n'ont pas d'impact négatif sur les sites HCVF, susceptible d'entraîner la perte irrémédiable de l'une ou plusieurs des six valeurs de haute conservation;
- Pour les projets situés dans des sites à Haute Valeur de Conservation : n'ont pas d'impact négatif sur les sites HCV, susceptible d'entraîner la perte irrémédiable de l'une ou plusieurs des six valeurs de haute conservation.*

Produits agrochimiques

- N'utilisent pas les produits suivants, sauf cas exceptionnels :
 - Substances prohibées par la Convention de Stockholm sur les Polluants organiques persistants (POP) ;
 - Substances répertoriées dans l'Annexe III de la Convention de Rotterdam ;
 - Substances classés 1A ou 1B par l'OMS;
- Disposent d'une politique visant à minimiser l'utilisation des pesticides et des engrais (y compris le Paraquat).

Critères supplémentaires relatifs aux Projets liés au bétail et à la volaille

En plus des critères s'appliquant à tous les projets agricoles, BMCI fournira des produits et des services financiers uniquement aux projets agricoles qui:

Bien-être animal

- Se conforment ou envisagent de se mettre en conformité avec la note de bonnes pratiques de la SFI relative au bien-être animal dans l'élevage du bétail.



3.1.2 Critères d'évaluation

BMCI procédera également à une analyse du projet agricole proposé. Les critères d'évaluation suivants seront considérés comme des points clés de vérification. BMCI déterminera donc si les projets agricoles :

3.1.2.1 Critères concernant tous projets agricoles

Gestion environnementale globale

- Sont certifiés ou envisagent d'obtenir la certification ISO 14001 ou équivalente dans un délai de 5 ans ;
- Ont pris des mesures pour encadrer et réduire leurs émissions de gaz à effet de serre (GES) dont le CO₂ (dioxyde de carbone) et le CH₄ (méthane), leur consommation d'énergie, la production et la destruction de leurs déchets et s'assurent de l'intégrité des sols ;*

Conditions de travail et droits de

- Fournissent aux employés un programme de formation sur les risques environnementaux et sociaux;

Santé et sécurité au travail

- Sont certifiés ou envisagent d'obtenir la certification OHSAS 18001 ou l'équivalent dans un délai de 5 ans;
- Ont une politique de gestion des risques santé/sécurité qui inclut des mesures permettant d'éviter et de réduire les accidents.

Sécurité alimentaire mondiale*

- Réduisent au minimum les pertes et gaspillages de produits agricoles alimentaires lors des récoltes, du stockage et du transport.

Sécurité sanitaire et traçabilité alimentaire

- Sont certifiés ou envisagent d'obtenir la certification ISO 22000 (basée sur les principes HACCP) ou une certification de la gestion de la sûreté sanitaire des aliments équivalente, dans un délai de 5 ans.

Critères supplémentaires pour les projets d'exploitations agricoles

En plus des critères s'appliquant à tous les projets agricoles, BMCI déterminera si les projets d'exploitations agricoles:

Gestion environnementale globale

- Prennent les mesures nécessaires pour réduire leur consommation d'eau (par ex. pour l'irrigation) et contrôlent les impacts de leur activité sur la disponibilité de ressources en eau pour d'autres usagers, en particulier dans les zones soumises à un stress hydrique ;
- Adoptent des mesures pour éviter la salinisation des sols ;
- Gèrent les effluents pour minimiser la pollution de l'eau.

Ecosystèmes et biodiversité

- Mettent en œuvre un système de polyculture pour préserver la biodiversité ;
- Mènent une étude sur les forêts à haute densité de carbone (High Carbon Stock ou HCS) avant de développer un nouveau projet d'exploitation agricole, en collaboration avec des experts du secteur.*

Intégrité des sols*

- Adoptent des mesures pour préserver l'intégrité et la fertilité des sols.

Produits agrochimiques

- Adoptent un Plan de gestion intégrée des nuisibles ;
- N'utilisent pas ou prévoit d'éliminer l'utilisation des pesticides listés dans la liste SIN (*Substitution Immédiate Nécessaire*) dans leurs opérations.

Sécurité alimentaire mondiale*

- Evitent et réduisent au minimum les impacts et les risques potentiels pour la population locale lors du développement d'un nouveau projet d'exploitation agricole (en cas d'introduction de nouvelles cultures ou en remplacement de cultures locales préexistantes, pour la production de biocarburants ou de tout autre type de cultures non vivrières).

Critères supplémentaires relatifs aux Projets liés au bétail et à la volaille

En plus des critères s'appliquant à tous les projets agricoles, BMCI déterminera si les projets liés au bétail et à la volaille :

Bien-être animal

- Appliquent les politiques et les systèmes de gestion recommandés par le « Référentiel relatif au bien-être des animaux de ferme » (*Business Benchmark on Farm Animal Welfare*)⁷.

⁷ Une description détaillée est consultable ici www.bbfaw.com

3.2 Entreprises agricoles

3.2.1 Critères obligatoires

BMCI fournira des produits et des services financiers uniquement aux entreprises agricoles qui :

3.2.1.1 Toutes les entreprises agricoles

Gestion environnementale globale⁸

- Disposent d'un plan de gestion de l'eau et communiquent des informations concernant leur consommation d'eau.

Écosystèmes et biodiversité

- Ne participent pas au commerce de produits ou d'espèces de plantes ou d'animaux régis par la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES) et n'ayant pas reçu d'agrément de la CITES.

Conditions de travail et droits de l'Homme

- Ne recourent pas au travail des enfants ou à la main d'œuvre forcée⁹;
- Ont mis en place un mécanisme de doléances grâce auquel les employés peuvent exprimer leurs préoccupations ;
- Respectent le droit de s'organiser en syndicat et veillent à ce que les intérêts et la voix des travailleurs soient pris en compte au sein de l'entreprise¹⁰;
- N'exercent pas de discrimination à l'égard des travailleurs et des candidats à l'emploi¹¹ ;

De plus :

- Disposent d'une politique de gestion des ressources humaines ou d'un code de conduite.

Santé et sécurité au travail

- Disposent d'une politique visant à préserver la santé et la sécurité des salariés et d'un historique des données liées à la santé et à la sécurité.

⁸ Pour les grandes entreprises uniquement

⁹ Conventions de l'OIT C138 sur l'âge minimum (1973); C182 sur les pires formes de travail des enfants (1999); C29 sur le travail forcé (1930)

¹⁰ Conventions de l'OIT C087 sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical (1948) et C098 sur le droit d'organisation et de négociation collective (1949)

¹¹ Conventions de l'OIT C100 sur l'égalité de la rémunération (1951) et C111 sur la discrimination (emploi et profession) (1958)

Régime foncier et droits des communautés locales*

- Disposent d'une politique permettant d'obtenir le consentement libre, préalable et éclairé (*Free, Prior and Informed Consent* - FPIC) des communautés locales concernées par de nouveaux projets agricoles ; et d'un mécanisme formel de doléances pour identifier et traiter les préoccupations adressées par les parties prenantes ;
- Ne pratiquent pas l'accaparement des terres.

Sécurité sanitaire et traçabilité alimentaire

- Disposent d'une politique relative à la sécurité sanitaire et des mesures de traçabilité encadrant leurs approvisionnements et leurs opérations propres.

Critères supplémentaires pour les exploitations agricoles

En plus des critères s'appliquant à toutes les entreprises agricoles, BMCI fournira des produits et des services financiers uniquement aux exploitations agricoles qui:

Écosystèmes et biodiversité

- Ne développent pas de nouveaux projets agricoles dans les zones protégées suivantes :
 - sites classés au patrimoine mondial de l'UNESCO
 - zones humides listées dans la Convention de Ramsar
 - sites de l'Alliance pour l'Extinction Zéro (AZE)
 - zones de catégorie I à IV de l'UICN
 - des tourbières
- Réalisent des évaluations des zones à haute valeur de conservation (*High Conservation Value*- HCV) ou une évaluation équivalente, avant de développer de nouveaux projets, en particulier sur les zones clés pour la biodiversité (Key Biodiversity Areas) et s'engagent à ne pas avoir un impact négatif sur les habitats susceptible d'entraîner la perte irréversible de l'une ou plusieurs des six valeurs de haute conservation.*

Produits agrochimiques

- N'utilisent pas les produits suivants, sauf cas exceptionnels:
 - Substances prohibées par la Convention de Stockholm sur les Polluants organiques persistants (POP)
 - Substances répertoriées dans l'Annexe III de la Convention de Rotterdam ;
 - Substances classés 1A ou 1B par l'OMS.
- Disposent d'une politique visant à minimiser l'utilisation des pesticides et des engrais (y compris le paraquat)

3.2.1.2 Marchands et négociants de produits agricoles physiques

BMCI fournira des produits et des services financiers uniquement aux marchands et négociants de produits agricoles physiques qui :

Sécurité sanitaire et traçabilité alimentaire

- Ont mis en place une politique relative à la sécurité alimentaire et des mesures de traçabilité encadrant leurs approvisionnements et leurs opérations propres.

3.2.2 Critères d'évaluation

BMCI procédera également à une analyse de l'entreprise agricole concernée. Les critères d'évaluation suivants seront considérés comme des points clés de vérification. BMCI déterminera donc si les entreprises agricoles :

3.2.2.1 Toutes les entreprises agricoles

Gestion environnementale globale

- Sont certifiées ou envisagent d'obtenir la certification ISO 14001 ou équivalente dans un délai de 5 ans;
- Ont mis en place des mesures pour contrôler et réduire leurs émissions de gaz à effet serre (GES) dont le dioxyde de carbone (CO₂) et le méthane (CH₄), leur consommation d'énergie, la production et la gestion de leurs déchets et s'assurent de l'intégrité des sols* ;
- Publient des rapports environnementaux et sociaux vérifiés par des tiers* ;
- Ont fait l'objet de critiques régulières et répétées au sujet de leur performance environnementale, sociale et de gouvernance, et si des mesures ont été prises pour y remédier ;
- Participent à des bonnes pratiques industrielles listées dans la section 3.3.*

Conditions de travail et droits de l'Homme

- Ont une politique encadrant le nombre d'heures maximum de travail ;
- Fournissent aux salariés un programme de formation et de sensibilisation sur les risques environnementaux et sociaux.*

Santé et sécurité au travail

- Sont certifiées ou envisagent d'obtenir la certification OHSAS 18001 ou l'équivalent dans un délai de 5 ans ;
- Disposent d'une politique de santé et sécurité, qui comprend des mesures pour prévenir et minimiser les risques, notamment un programme de formation pour les salariés.

Sécurité alimentaire mondiale*

- S'engagent et coopèrent avec les petits producteurs :
 - Fournissent un dispositif de formations pour améliorer les techniques de culture et sensibiliser aux questions de santé et de sécurité, y compris sur l'usage des produits agrochimiques ;
 - Adoptent des pratiques commerciales loyales, par ex. des contrats commerciaux transparents et équitables, respectent des exigences en matière

de qualité, de structure de prix et d'accès à des mécanismes de résolution des litiges.

- Réduisent au minimum les pertes et gaspillages de produits agricoles alimentaires lors des récoltes, du stockage et du transport.

Sécurité sanitaire et traçabilité alimentaire

- Sont certifiées ou envisagent d'obtenir la certification ISO 22000 (basée sur les principes HACCP) ou une certification de gestion de sécurité sanitaire alimentaire équivalente, dans un délai de 5 ans.

Critères supplémentaires pour les exploitations agricoles

En plus des critères s'appliquant à toutes les entreprises agricoles, BMCI déterminera donc si les exploitations agricoles :

Écosystèmes et biodiversité*

- Conduisent une analyse sur la haute densité de carbone (HCS) avant de développer de nouveaux projets d'exploitation agricole, en collaboration avec des experts du secteur.

Produits agrochimiques

- Mettent en place une gestion intégrée des nuisibles dans leurs opérations d'exploitation agricole ;
- Interdisent l'utilisation ou prévoient d'éliminer l'utilisation des pesticides listés dans la liste SIN dans leurs opérations.

Sécurité alimentaire mondiale*

- Evitent et réduisent au minimum les impacts et les risques potentiels pour la population locale en cas d'introduction de nouvelles cultures ou de remplacement des cultures locales préexistantes, pour la production de biocarburants ou de toute autre type de cultures non vivrières.

Critères supplémentaires relatifs aux entreprises productrices de bétail et de volaille

En plus des critères s'appliquant à toutes les entreprises agricoles, BMCI déterminera si les entreprises productrices de bétail et de volaille :

Bien-être animal

- Opèrent conformément à la « Note de bonnes pratiques » de la SFI relative au bien-être animal dans l'élevage du bétail. En particulier, adoptent de bonnes pratiques concernant les conditions d'élevage, les systèmes de stabulation, la génétique et la sélection des races.

- Appliquent les politiques et les systèmes de gestion recommandés dans le « Référentiel relatif au bien-être des animaux de ferme » (*Business Benchmark on Farm Animal Welfare*)¹².

3.2.2.2 Entreprises productrices de semences/graines

Sécurité alimentaire mondiale

- Peuvent démontrer la qualité et la sécurité de leurs semences/graines;
- Fournissent des informations transparentes et complètes sur l'utilisation de leurs graines/semences et sur les conséquences de leur usage, en particulier pour les produits ayant recours aux modifications génétiques (OGM).

3.2.2.3 Marchands et négociants de produits agricoles physiques

Gestion de la chaîne d'approvisionnement et traçabilité

- Ont mis en place des politiques pour s'approvisionner et faire le commerce de produits agricoles avec des entreprises qui respectent les exigences obligatoires listées à la section 3.2.1 de la présente politique.

¹² Une description détaillée est consultable ici www.bbfaw.com

3.3 Bonnes pratiques industrielles

En outre, BMCI encourage les entreprises agricoles à adopter les meilleures pratiques du secteur reconnues à l'échelle mondiale s'agissant des aspects environnementaux, sociaux et sociétaux. Le groupe encourage les entreprises en fonction de leurs activités à :

- Adhérer aux Directives volontaires de la FAO pour une gouvernance responsable des régimes fonciers ;
- Suivre la Directive de la FAO et de l'OCDE sur la conduite responsable des entreprises tout au long de la chaîne d'approvisionnement des produits agricoles.
- Se conformer aux Directives Générales de la banque Mondiale relatives aux questions d'environnement, de santé et de sécurité et à celles spécifiques aux secteurs agricoles et agroalimentaires.
- Devenir un membre actif du Global G.A.P et respecter les standards du SAN.
- Mettre en œuvre la « Note de bonnes pratiques » de la SFI relative au bien-être animal dans l'élevage du bétail.
- Suivre les Directives du *CEO Water Mandate Corporate Water Disclosure*¹³
- Il est recommandé aux producteurs de matières premières de faire certifier leurs cultures ou leurs plantations par des organismes tels que RTRS, BCI, Bonsucro ou UTZ (tels que définis dans la section 8) d'ici 2020. En particulier il est recommandé aux éleveurs de bétail de faire certifier leur système de production d'ici 2020 pour qu'ils soient en conformité avec les normes SCPS (SAN).
- Il est recommandé aux premiers transformateurs et aux négociants d'adopter des politiques imposant à leurs fournisseurs d'obtenir les certifications par des organismes tels que RTRS, BCI, Bonsucro, UTZ ou les normes SCPS d'ici 2020.
- Il est recommandé aux cultivateurs (gérants de forêts) et aux transformateurs de produits forestiers d'avoir leurs concessions forestières certifiées par le Forest Stewardship Council (FSC) ou par le Programme for the Endorsement of Forest Certification (PEFC) d'ici 2020.

De plus, BNP Paribas est signataire du Pacte sur les matières premières agricoles (*Soft Commodities compact*) de la *Banking Environment Initiative* (BEI) et du *Consumer Goods Forum* (CGF), un dispositif unique, défini sur la base des attentes des clients, qui a vocation à mobiliser tout le secteur bancaire pour transformer les chaînes d'approvisionnement des matières premières agricoles, aidant ainsi les clients à atteindre un niveau zéro de déforestation nette d'ici 2020.

¹³ <http://ceowatermandate.org/files/Disclosure2014.pdf>

3.4 Position spécifique sur les matières premières agricoles

BMCI est au service du développement économique, en investissant en priorité dans des projets et des entreprises ayant une véritable utilité.

Certains produits d'investissement soulèvent des interrogations quant à leur influence sur le cours des matières premières agricoles et donc leurs impacts sur les populations les plus fragiles.

Soucieux de contribuer à une relation durable entre les marchés physiques et financiers des matières premières agricoles, BMCI adopte des mesures lui permettant de s'assurer que ses instruments financiers ne contribuent pas à déstabiliser le marché des matières premières agricoles.

3.4.1 Clients entreprises

Le Groupe propose aux entreprises clientes (fabricants, producteurs ou négociants de produits agricoles) des solutions de protection contre les aléas de la conjoncture économique et des marchés mondiaux, en particulier des solutions de couverture contre les risques de volatilité des prix des matières premières

3.4.2 Investisseurs individuels et institutionnels

Sachant que des questions sont soulevées sur l'impact des produits d'investissement contenant des prix de matières premières agricoles comme sous-jacents, BMCI s'est engagé à ne pas proposer à ses clients investisseurs individuels et institutionnels de fonds internes à BMCI contenant une exposition à des matières premières agricoles.

4 Mécanismes de mise en œuvre au niveau du Groupe

Le résultat des évaluations réalisées sur la base de la présente politique servira de base de décision pour BMCI. En cas de besoin, un comité de direction ad hoc pourra examiner ces résultats. BNP Paribas pourra également demander des vérifications complémentaires avant de juger la transaction concernée acceptable.

En cas de nécessité, BNP Paribas sollicitera un expert extérieur pour réaliser l'analyse requise par la politique.

Des outils opérationnels et les ateliers de sensibilisation sont déployés pour veiller à ce que le personnel du Groupe soit en mesure de mettre en œuvre la présente politique sectorielle RSE.

4.1 Produits et services financiers

Les informations relatives aux exigences susmentionnées seront obtenues auprès des clients des secteurs agricoles par l'intermédiaire des responsables de la relation client de BMCI.

BMCI examinera régulièrement les performances des entreprises agricoles sur la base de la politique. Si BMCI Paribas apprend qu'un client ne respecte pas les exigences de la politique, un dialogue sera engagé avec ce dernier pour convenir d'une solution acceptable permettant de résoudre rapidement la situation. Si ce dialogue est infructueux, BMCI pourra décider de ne plus réaliser de nouvelles opérations avec le client concerné et pourra le mettre sous surveillance voire sous exclusion, en tenant compte des accords contractuels existants.

4.2 Gestion d'actifs

Cette politique s'applique à toutes les entités de BMCI ayant une activité de gestion pour compte propre et compte de tiers.

Les gérants d'actifs externes font l'objet d'une surveillance attentive et sont vivement encouragés à mettre en œuvre des normes similaires.

BNP Paribas Investment Partners est signataire des Principes pour l'Investissement Responsable (PRI)¹⁴, une initiative de l'ONU créée en 2006. Cette initiative reconnaît qu'en tant que fiduciaire les enjeux environnementaux, sociaux et de gouvernance peuvent affecter la performance du portefeuille. Le Groupe encourage les autres investisseurs à adopter ces Principes.

¹⁴ <http://www.unpri.org/>

5 Communication de la politique et suivi

Toutes les parties prenantes de BMCI se verront notifier l'existence et le contenu de la présente politique, qui sera consultable sur le site Internet de BMCI. En outre, un exemplaire sera fourni aux clients et aux prospects de BMCI dans le cadre du processus de *due diligence*, ou à l'issue d'une discussion sur la fourniture de services financiers après la date officielle de publication de la présente politique.

BNP Paribas réexaminera régulièrement la présente politique et, en fonction des circonstances, pourra l'actualiser afin de veiller à ce qu'elle coïncide avec les réglementations et bonnes pratiques nationales et internationales.

6 Mentions légales

Pour se conformer aux réglementations et mettre en œuvre les principes définis dans ses procédures internes et ses politiques sectorielles, BMCI fait tout son possible pour collecter des informations, en particulier auprès des entreprises du secteur agricole, sur leurs politiques et leurs pratiques en matière de développement durable. BMCI base son analyse sur les informations collectées auprès des entreprises et de ses partenaires. Celle-ci dépend néanmoins de la qualité, de l'exactitude et du caractère actualisé de ces informations.

7 Glossaire

Dans cette politique, les définitions ci-dessous sont utilisées :

Activités d'origine	<p>Services liés à la chaîne d'approvisionnement et gestion des matières premières entre les producteurs et les fournisseurs.</p> <p>En règle générale, les originateurs offrent aux producteurs de la liquidité, des actifs physiques et des capacités de stockage pour améliorer les flux de matières premières sur les principaux marchés.</p>
Accapement de terres	<p>Sujet controversé portant sur l'acquisition ou la location de terres à grande échelle dans des pays en développement par des entreprises, des États et des individus, domestiques et transnationaux.</p>
Biocarburants	<p>Type d'énergie obtenu à partir de matières végétales ou animales renouvelables. Exemple : éthanol (obtenu à partir du maïs aux États-Unis et de la canne à sucre au Brésil), le biogazole (ou <i>biodiesel</i>) (huiles végétales et graisses animales liquides), le « diesel vert » (dérivé d'algues ou d'autres sources végétales) et le biogaz (méthane issu du fumier animal ou d'autres matières organiques digérées).</p>
Catégories 1a ou 1b de l'OMS	<p>Correspondent aux pesticides qui posent les plus grands risques pour la santé humaine selon la classification de l'Organisation Mondiale pour la Santé. La catégorie 1a regroupant les pesticides « extrêmement dangereux » et la catégorie 1b ceux « hautement dangereux ».</p>
Catégories de zones protégées I-IV de l'UICN (Union internationale pour la conservation de la nature)	<p>Les catégories de gestion des zones protégées de l'UICN classifient diverses zones protégées en fonction de leur objectif de gestion. Reconnues par les organismes internationaux comme les Nations unies et de très nombreux gouvernements nationaux comme la norme de référence mondiale pour le signalement et la protection des zones protégées, ces catégories sont de plus en plus prises en compte dans les législations nationales.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Ia : Réserve naturelle intégrale - Ib : Zone de nature sauvage - II : Parc national - III : Monument national - IV : Zone de gestion des habitats/des espèces
Consentement libre, préalable et éclairé (CLPE) ou Free, Prior and Informed Consent (FPIC)	<p>Principe selon lequel les communautés locales, notamment indigènes, ont droit de participer au processus décisionnel relatif à des sujets les concernant directement.</p> <p>Ce principe, dans le domaine du développement international, est énoncé très clairement dans la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones (UNDRIP). L'article 10 stipule : « Les peuples autochtones ne peuvent être contraints de quitter leurs terres et territoires. Il ne peut y avoir de réinstallation qu'avec le consentement, exprimé librement et en toute connaissance de cause, des peuples autochtones concernés et après accord sur une indemnisation juste et équitable et, si possible, avec possibilité de retour. »</p>
Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants	<p>Traité mondial visant à protéger la santé humaine et l'environnement des produits chimiques qui restent dans l'environnement pendant de longues périodes, se diffusent largement dans différentes zones géographiques, s'accumulent dans les tissus graisseux des humains et la faune et la flore et, enfin, qui ont un impact néfaste sur la santé et l'environnement.</p>



	<p>Une exposition aux polluants organiques persistants peut avoir de graves effets sur la santé, notamment certains cancers, des anomalies congénitales, des dysfonctionnements des systèmes immunitaires et reproducteurs, une plus grande vulnérabilité aux maladies et entraîner des dommages aux systèmes nerveux centraux et périphériques</p> <p>http://chm.pops.int/TheConvention/ThePOPs/ListingofPOPs/tabid/2509/Default.aspx</p>
Convention de Rotterdam	<p>Traité multilatéral visant à promouvoir le partage des responsabilités en lien avec l'importation des produits chimiques dangereux.</p> <p>Cette convention vise à partager les responsabilités et à promouvoir des efforts coopératifs entre les parties dans le commerce international de certains produits chimiques dangereux pour protéger la santé humaine et l'environnement de dommages potentiels et contribuer à une utilisation non néfaste pour l'environnement de ces produits dangereux.</p> <p>Les produits chimiques listés en Annexe III incluent les pesticides et les produits chimiques issus de l'industrie qui ont été interdits et ou strictement réglementés pour des raisons de santé ou environnementales par au moins deux parties et dont la Conférence des participants a décidé de soumettre à la procédure de consentement préalable éclairé (<i>Prior Informed Consent</i> - PIC).</p> <p>47 produits chimiques sont listés à l'Annexe III, 33 sont des pesticides (y compris 4 préparations pesticides extrêmement dangereuses) et 14 produits chimiques industriels.</p> <p>http://www.pic.int/TheConvention/Chemicals/AnnexIIIChemicals/tabid/1132/language/en-US/Default.aspx</p>
Distributeurs	<p>Les distributeurs vendent des intrants agricoles (engrais, matériel agricoles, etc.) aux entreprises agricoles et agroalimentaires</p>
Forêts	<p>Étendue de terre dont la superficie est supérieure à 0,5 hectare, avec des arbres de plus de 5 mètres et une frondaison de plus de 10 % ou des arbres capables d'atteindre ces seuils <i>in situ</i>. Le terme « forêt » ne couvre pas les terres à usage essentiellement agricole ou urbain. Source : FAO</p> <p>http://www.fao.org/docrep/014/am665e/am665e00.pdf</p>
Forêts à forte densité de carbone ou High Carbon Stock (HCS) Forests	<p>Les définitions associées à la notion de forêt HCS ont été établies en 2011, à la suite d'une enquête sur le terrain réalisée en Indonésie et en Afrique, impliquant différentes parties prenantes, dans le but de mettre en place une méthode robuste et opérationnelle permettant d'identifier les terres qui sont de la forêt et doivent donc être préservées, et celles qui sont dégradées et peuvent donc être exploitées. Les zones HCS incluent les forêts à haute, moyenne et basse densité, ainsi que les forêts en voie de régénération, selon les caractéristiques ci-dessous des strates de végétation ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - forêt à haute densité : forêt résiduelle d'une forêt secondaire avancée, proche des conditions de la forêt primaire ; - forêt à densité moyenne : forêt résiduelle, mais plus perturbée que la forêt à haute densité ; - forêt à basse densité : forêt qui semble résiduelle, mais fortement perturbée et en cours de rétablissement ; - forêt en voie de régénération : forêt essentiellement en phase de repousse récente, mais qui présente quelques zones ponctuelles de forêt plus ancienne ; - broussailles récentes : zone récemment dégagée qui présente des repousses ligneuses et une surface d'apparence herbeuse ; - terre défrichée/non aménagée : terre défrichée très récemment, couverte essentiellement d'herbes et de plantes ligneuses non cultivées. - Les broussailles récentes et les terres défrichées/non aménagées peuvent être



exploitées.

Au moment de la rédaction de la politique, des recherches et des études pilotes sont menées par des groupes multidisciplinaires dans plusieurs localisations géographiques afin d'affiner la méthodologie d'identification des zones HCS et définir le degré de protection de chaque zone

Gestion intégrée des nuisibles	Stratégie de prévention à long terme de lutte contre les animaux nuisibles, regroupant des techniques comme le contrôle biologique (recours à des insectes ou des microbes « bénéfiques »), l'utilisation des variétés culturales résistantes et l'adoption de pratiques agricoles alternatives (pulvérisation, fertilisation ou émondage). L'objectif d'une gestion intégrée des animaux nuisibles est de durcir les conditions de développement de ces derniers. Les pesticides sont utilisés uniquement lorsque les dommages causés par les nuisibles atteignent un niveau que l'agriculteur ne peut accepter sur le plan économique.
Hautes valeurs de conservation (HVC)	<p>Normes responsables relatives aux zones forestières et agricoles imposant au gestionnaire de ces zones de répertorier et de privilégier d'importantes valeurs de conservation, et de respecter les droits des populations locales et leurs accès aux ressources naturelles. L'approche HVC est l'un des piliers de nombreuses normes mondiales en matière de développement durable, notamment les référentiels du FSC (<i>Forest Stewardship Council</i>), de la RSPO (Table ronde sur l'huile de palme durable), de la RTRS (Table ronde pour le soja responsable), certains programmes de lutte contre les émissions de carbone et de multiples politiques d'approvisionnement et d'investissement. Voici les 6 valeurs de haute conservation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - HVC 1 : zones de concentrations des valeurs de la biodiversité au niveau mondial, régional et international (par ex. espèces endémiques, espèces menacées, refuges). - HVC 2 : zones de grande dimension, à l'échelle du paysage, très importantes au niveau régional ou national, qui abritent ou à l'intérieur desquelles vivent en abondance des populations viables de plusieurs, voire de toutes les espèces naturelles. - HVC 3 : zones contenues dans ou contenant des écosystèmes menacés ou en voie de disparition. - HVC 4 : zones forestières qui offrent des services naturels dans des situations critiques (par ex. protection des chutes d'eau et contrôle de l'érosion). - HVC 5 : zones essentielles à la satisfaction des besoins élémentaires des communautés locales (par ex. subsistance, santé). - HVC 6 : zones déterminantes pour l'identité culturelle et traditionnelle des communautés locales (zones d'importance culturelle, écologique, économique ou religieuse identifiées avec les communautés locales).
Liste SIN (Substitution Immédiate Nécessaire)	<p>La liste SIN a été établie par le Secrétariat international sur les produits chimiques (ChemSec). Cette liste est une base de données de substances chimiques identifiées comme particulièrement dangereuses, d'après des critères de la réglementation européenne sur les produits chimiques REACH.</p> <p>La liste complète est disponible ici : http://sinlist.chemsec.org</p>
Marchands et négociants de produits agricoles physiques	Intermédiaires entre les producteurs et les industriels : les négociants en matières premières agricoles offrent des services aux vendeurs et aux acheteurs (qui peuvent être d'autres marchands ou négociants) en fournissant éventuellement l'architecture logistique et de distribution nécessaire pour acheter et livrer le bon produit au bon moment et, en gérant les risques associés.
« Note de bonnes	Ce document s'inscrit dans le cadre d'une initiative de la SFI visant à accompagner de manière plus étroite ses clients dans l'adoption d'une approche responsable et

pratiques » de la SFI relative au bien-être animal dans l'élevage du bétail	prospective dans l'activité d'élevage, notamment aider les producteurs à accéder et à conserver l'accès à des segments de marché de grande qualité et de haute valeur. Il présente également des approches recommandées aux clients pour contribuer au bien-être des animaux. Par exemple : <ul style="list-style-type: none"> • L'exploitation et ses installations opérationnelles ne maltraiteront pas le bétail ; • Les animaux bénéficieront d'un abri et recevront de la nourriture et de l'eau en quantité et qualité suffisante pour contribuer à la santé et à la productivité de l'exploitation ; • Les exploitations seront dotées d'installations physiques adéquates pour veiller à une gestion responsable du bétail.
Paraquat	L'un des herbicides les plus utilisés au monde. Il s'agit d'un viologène non sélectif et à action rapide qui détruit les tissus de herbes vertes au moindre contact. Il est toxique pour les êtres humains et les animaux.
Plan de gestion	Processus de suivi permettant d'établir des mesures ou des évaluations, de fixer des objectifs et de mettre en place des mesures correctives.
Polyculture	<p>Pratique consistant à cultiver plusieurs espèces de plantes dans une même exploitation, en fonction de la diversité des écosystèmes naturels, et à éviter de vastes surfaces de culture unique (monoculture). La polyculture comprend la culture séquentielle, la culture intercalaire, le compagnonnage de plantes, les herbes bénéfiques, et la culture en bandes.</p> <p>Malgré le travail supplémentaire qu'elle induit, la polyculture a plusieurs avantages par rapport à la monoculture :</p> <ul style="list-style-type: none"> • La diversité des cultures évite la prédisposition des monocultures aux maladies. • La grande variété des cultures offre un habitat à un nombre accru d'espèces et contribue à la biodiversité au niveau local. Il s'agit d'un exemple d'écologie de réconciliation, qui consiste à encourager la biodiversité dans les paysages humains. Il s'agit aussi d'une fonction d'un programme biologique de contrôle des animaux nuisibles.
Principes HACCP (Analyse des risques et maîtrise des points critiques)	<p>La méthode HACCP est une approche systématique et préventive en matière de sécurité alimentaire qui cherche à maîtriser les risques biologiques, chimiques et physiques des processus de production, susceptibles de rendre les produits finis dangereux ; elle prévoit aussi un système de mesures/d'indicateurs permettant de réduire ces risques et de les rendre acceptables.</p> <p>Principe 1 - procéder à une analyse des risques</p> <p>Principe 2 - identifier les points de contrôle critiques</p> <p>Principe 3 - définir des limites critiques</p> <p>Principe 4- suivi des points de contrôle critiques</p> <p>Principe 5 - définir des actions correctives</p> <p>Principe 6 – vérification</p> <p>Principe 7 - établissement d'une documentation</p> <p>Le système HACCP peut être utilisé lors de toutes les phases d'une chaîne alimentaire, de la production aux processus de préparation (emballage, distribution, etc.)</p>

Produit agrochimique	Substance chimique utilisée dans les systèmes de production agricoles pour assurer la fertilité des sols (compost ou engrais), contrôler les mauvaises herbes ou adventives (herbicides), lutter contre les nuisibles (insecticides, fongicides, nématicides, rodenticides, etc.) ou pour stimuler la croissance des cultures.
Recommandations de la SFI pour les secteurs agricole et agroalimentaire	Documents de référence techniques présentant des exemples de bonnes pratiques, d'ordre général ou spécifiques à des secteurs, à l'échelle internationale. Les recommandations présentent les niveaux et les indicateurs de performance généralement considérés réalistes avec le recours à la technologie existante, à un coût raisonnable. http://www.ifc.org/wps/wcm/connect/topics_ext_content/ifc_external_corporate_site/ifc+sustainability/our+approach/risk+management/ehsguidelines
Salinisation des sols	L'une des sources les plus communes d'accumulation de sel dans les sols irrigués est l'eau d'irrigation elle-même. En règle générale, l'eau d'irrigation contient du sel. Après l'irrigation, l'eau ajoutée dans les sols est utilisée pour les cultures ou s'évapore directement des terres humidifiées mais le sel reste lui dans les sols. S'il n'est pas retiré, il s'accumule et c'est ce processus que l'on appelle salinisation. Source : http://www.fao.org/docrep/r4082e/r4082e08.htm#7.2.2 soil salinity
Sites de l'Alliance pour l'Extinction Zéro (AZE)	AZE, une initiative commune d'associations de conservation de la biodiversité du monde entier, lutte contre les extinctions d'espèces en identifiant et en protégeant des sites majeurs, chacun de ces sites étant le dernier refuge d'une ou plusieurs espèces menacées d'extinction ou gravement menacées d'extinction.
Sites classés au patrimoine mondial de l'UNESCO	Zones patrimoniales culturelles et naturelles à l'échelle mondiale qui sont jugées d'une valeur considérable pour l'humanité et qui sont répertoriées dans la Convention du patrimoine mondial
Sites Ramsar	Sites abritant des zones humides représentatives, rares ou uniques et d'importance mondiale pour la conservation de la diversité biologique, listés dans la Convention sur les zones humides adoptée à Ramsar (Iran) en 1971 (http://www.ramsar.org/).
Traçabilité	Principe faisant référence à la capacité à suivre les mouvements d'un aliment/ produit alimentaire au cours des différentes phases de production, de transformation et de distribution. Le système de traçabilité/de suivi des produits doit être en mesure d'identifier, quelle que soit la phase de la chaîne alimentaire (de la production à la distribution), d'où vient le produit (étape précédente de la chaîne) et où il se dirige (étape suivante), et ce en vue de contribuer aux objectifs des systèmes d'inspection et de certification alimentaire. (Commission du Codex Alimentarius, CAC 2006).
Tourbière	Zone dont la surface est constituée d'une couche naturelle de tourbe, qui s'est accumulée progressivement. La tourbe est un mélange hétérogène de matières végétales plus ou moins décomposées qui s'est accumulé dans des environnements saturés en eau et dépourvus d'oxygène ; elle se compose au minimum de 30 % de matières organiques mortes (masse sèche).
Zéro déforestation nette	Le BEI suit l'explication du CGF de « zéro déforestation nette », elle-même dérivée des lignes directrices de la WWF : - « Zéro nette déforestation » se distingue du « zéro déforestation » qui signifie aucune déforestation ; - « Zéro nette déforestation » admet que la perte de certaines forêts peut être compensée par la restauration d'autres forêts. Ainsi, « zéro nette déforestation » ne signifie pas interdiction de défricher des forêts. Cela permet plutôt une modification des modes

d'utilisation des terres, dans la mesure où la quantité, la qualité et la densité carbone de la forêt est maintenue. Elle reconnaît aussi que dans certains cas, la conversion des forêts peut contribuer au développement durable et à la conservation d'un terrain plus vaste (p. ex. réduire le pâturage de bétail dans les zones protégées peut nécessiter la conversion de zones forestières dans la zone tampon pour fournir des terres agricoles aux communautés locales).

- Cependant « zéro nette déforestation » ne saurait être atteinte par la conversion de forêts primaires et/ou naturelles en plantations à forte croissance. Une telle conversion serait considérée comme une déforestation dans l'évaluation du progrès pour atteindre l'objectif.

La mise en place d'une politique « zéro net déforestation » doit en priorité éviter la conversion de zones à haute valeur de conservation (HCV)¹ et de forêts à forte densité carbone (HCS)².

¹ Voir la définition ici <http://www.hcvnetwork.org/>

² Voir la définition ici <http://www.greenpeace.org/international/global/international/briefings/forests/2013/HCS-Briefing-2013.pdf>

Zones clés pour la biodiversité (Key Biodiversity Areas)

Sites les plus importants au monde en matière de conservation de la biodiversité. Ces zones sont d'une importance critique à l'échelle internationale pour la conservation de la biodiversité en sélectionnant des zones protégées et en définissant des mécanismes de gouvernance. La sélection s'opère au niveau de chaque pays en utilisant des critères simples et standard sur la base de leur importance dans le maintien des populations d'espèces.¹⁵

Les définitions ci-dessus peuvent évoluer avec le temps. Nous assurerons un suivi de la situation internationale et des conventions les plus reconnues, le cas échéant.

¹⁵ https://www.iucn.org/about/union/secretariat/offices/iucnmed/iucn_med_programme/species/key_biodiversity_areas/

8 Annexes – Normes et certifications sectorielles

BCI <i>Better Cotton Initiative</i>	Programme reposant sur le volontariat visant à encourager une culture du coton moins gourmande en eau et en produits chimiques et à renforcer les avantages sociaux et économiques des producteurs de coton, quelle que soit leur taille, à l'échelle mondiale.
Bonsucro <i>Anciennement Better Sugarcane Initiative</i>	Initiative du WWF liée à la canne à sucre, regroupant des distributeurs, des investisseurs, des négociants, des producteurs et des ONG, qui a vocation à établir des normes internationales définissant les principes durables pour la culture de la canne à sucre.
Global G.A.P <i>Good Agricultural Practice</i> (Bonnes pratiques agricoles)	Organisme du secteur privé fixant des normes volontaires pour la certification des produits agricoles à l'échelle mondiale. Son objectif est d'établir une norme commune pour de bonnes pratiques agricoles
GRSB <i>Global Roundtable for Sustainable Beef</i> (Table ronde mondiale sur le bœuf durable)	Initiative lancée par diverses parties prenantes qui a vocation à améliorer les principes de développement durable de la chaîne de valeur mondiale du bœuf grâce à des réflexions approfondies, des progrès scientifiques et un engagement et une collaboration sans faille des divers acteurs impliqués.
RTRS <i>Round Table on Responsible Soy association</i> (Association pour une culture responsable du soja)	Ensemble d'exigences visant à interrompre la conversion de zones de haute valeur de conservation, à promouvoir de meilleures pratiques de gestion, à garantir des conditions de travail équitable et à respecter les droits associés aux régimes fonciers.
SAN <i>Sustainable Agriculture Network Standards</i> (Normes du Réseau pour une Agriculture Durable)	Promotion d'une agriculture efficace et productive, de la conservation de la biodiversité et d'un développement durable des communautés via l'application de 10 normes sociales et environnementales.
SCPS <i>Standards Cattle Production Systems</i>	Norme définie par le SAN, comprenant 5 principes et 36 critères supplémentaires dédiés aux sujets suivants : 1. Système de gestion intégré du bétail 2. Gestion durable des parcours et des pâturages 3. Bien-être animal 4. Réduction de l'empreinte carbone 5. Exigences environnementales supplémentaires pour les exploitations d'élevage de bétail En outre, les normes SAN actuelles sur la protection de l'eau et la gestion des déchets font l'objet d'une adaptation et d'un renforcement en vue de leur application dans les exploitations d'élevage de bétail.
UTZ Certified Certifications du café, du cacao et du thé	UTZ Certified est une fondation pour la mise en œuvre à l'échelle mondiale d'une norme favorisant une culture et un approvisionnement responsables pour le café, le cacao, le thé et le rooibos. Les coopératives, les plantations agricoles et les groupes de producteurs qui ont reçu la certification UTZ doivent respecter le Code de conduite élaboré pour chacun de ces produits. Ce Code a défini des critères pour une culture durable et professionnelle du café, qui prévoient des pratiques appropriées sur les plans social et environnemental et une gestion rationnelle des exploitations. Les produits certifiés UTZ sont traçables, du cultivateur aux producteurs des produits finis.

Fin du document